

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente.. • (Page 07)

Etats-Unis • (Page 08)

Trump fait volte-face sur le plan de relance de l'économie

Après avoir mis fin aux négociations il y a deux jours, Donald Trump a revu à la hausse sa proposition, espérant trouver un accord avec les démocrates.

Meubles • (Page 08)

Le coronavirus fait mal à Ikea

Le groupe suédois a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires annuel en raison des fermetures temporaires de magasins provoquées par le coronavirus.



Littérature / Mécanismes d'inclusion financière

• (Pages 03)

« Soigner les certitudes » présentée à Lomé



Investir au Togo

• (Page 04)

Les jeunes de plus en plus entrepreneurs

Afrique & Covid-19

1200 milliards \$ pour réparer les dégâts économiques

Au cours de la réunion virtuelle « Se mobiliser avec l'Afrique » du 9 octobre 2020, Georgieva, Directrice... • (Page 02)

COVID-19

Le Conseil scientifique fait le point au Premier Ministre

Le Premier ministre, Cheffe du Gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé a échangé... • (Page 04)

Niger • (Page 06)

Accord avec le FMI sur la 6ème FEC

Les services du FMI aboutissent à un accord sur la sixième revue de l'accord en faveur du Niger appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC)...

Togo • (Page 11)

L'administration publique invitée à consommer local

Le Premier ministre, Victoire Sidémého Tomegah Dogbe entend promouvoir le « Made in Togo » en invitant l'administration publique à manger local prioritairement...

LE NOUVEAU **REPORTER**

L'info accessible

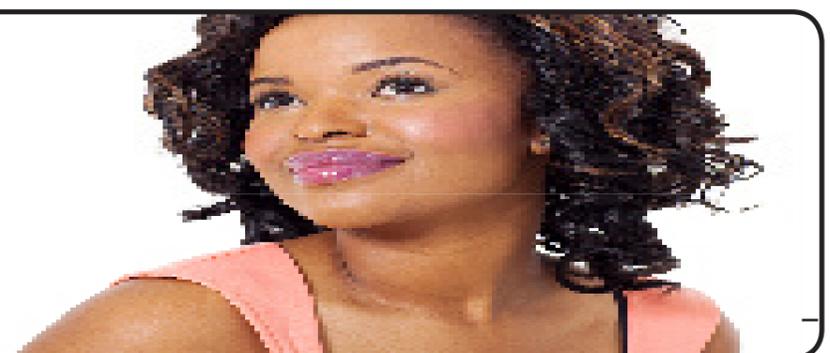
Consultez les actualités, suivez nous sur les réseaux sociaux, contactez nous...

www.lesnouveauxreporters.com

Le personnel le média qui garantit l'actualité et l'actualité de vos affaires

Tel: 00228 90 60 70 70 / 90 60 60 60

lesnouveauxreporters@gmail.com



Afrique & Covid-19

1200 milliards \$ pour réparer les dégâts économiques

Au cours de la réunion virtuelle « Se mobiliser avec l'Afrique » du 9 octobre 2020, Georgieva, Directrice générale du FMI, a déclaré que Malgré des ajustements internes de grande ampleur, les États africains affichent toujours des besoins de financement de l'ordre de 1 200 milliards de dollars d'ici à 2023.

• Nicole ESSO

Pour pallier les dégâts économiques de la pandémie de la Covid-19, les pays africains auraient besoin d'environ 1200 milliards \$ (1,2 billion \$) supplémentaires. L'information émane de Kristalina Georgieva, Directrice du FMI, au cours de la réunion virtuelle « Se mobiliser avec l'Afrique » du 9 octobre 2020. « C'est ensemble que nous faisons face à cette crise et il est dans l'intérêt de tous de se mobiliser et de lutter conjointement contre cette pandémie. Et cela signifie se mobiliser aux côtés de l'Afrique », a indiqué Kristalina Georgieva. Les institutions financières internationales ont apporté une aide financière considérable dans le cadre d'un appui accéléré. À ce titre, le FMI a fourni environ 26 milliards de dollars, qui ont permis de lutter contre la maladie et d'atténuer ses répercussions économiques sur les personnes et les entreprises. Ce montant est dix fois supérieur à la moyenne annuelle des prêts que nous avons accordés au cours de la décennie précédente. Et comme la crise perdure, nous continuons de nous mobiliser. Ces dernières semaines, le conseil d'administration du FMI a approuvé une prolongation de six mois du relèvement des limites d'accès au titre de notre facilité de crédit rapide et de notre instrument de financement rapide, ainsi qu'une prolongation de six mois de l'allègement de la dette pour les pays membres les plus pauvres au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes. « Les engagements actuels des institutions financières internationales et des créanciers bilatéraux officiels devraient



comblent moins d'un quart de ce montant. Étant donné que le niveau de capitaux privés reste faible, nous faisons face à un déficit prévu de plus de 345 milliards de dollars d'ici à 2023, et près de la moitié de cette somme concerne des pays africains à faible revenu. » « Au FMI, nous savons combien il est important et urgent de renforcer notre soutien à l'Afrique afin que le continent puisse accélérer dans sa longue ascension vers la reprise ». Le FMI donne la priorité à l'appui aux dirigeants africains par l'intermédiaire de ses programmes financiers ainsi que de ses activités de surveillance et de développement des capacités. La crise offre des possibilités de réforme et de transformation structur-

relle qui doivent être étayées par des politiques et des institutions fortes. Sans réforme, l'aide extérieure ne sera ni efficace ni suffisante. Le FMI répondra présent pour aider les pays membres à mettre en œuvre leurs stratégies visant à renforcer la gestion des finances publiques, à assurer la stabilité et l'inclusion financières, à stimuler les échanges commerciaux, à éliminer les obstacles aux investissements privés, à accélérer la croissance et à créer des emplois pour les jeunes. « Nous soutiendrons les mesures destinées à améliorer la qualité des dépenses publiques dans des domaines essentiels : santé, éducation, protection sociale, passage au numérique et infrastructures », dit

AUX DÉCIDEURS ...

NP

Valoriser l'artisanat

Objet d'une attention particulière sur la dernière décennie, avec plus de 09 milliards FCFA investis en 09 ans, le secteur de l'artisanat au Togo, devra prendre une nouvelle pente ascendante avec la professionnalisation, la formation et le perfectionnement des acteurs en vue.

Dans cette optique, le nouveau gouvernement qui vient d'être installé consacre un ministère dédié aux enseignements primaire, secondaire, technique et à l'artisanat. Le Professeur Dodzi Kokoroko, jusqu'alors Président de l'Université de Lomé assurera sa direction, secondé par un ministre délégué au secteur, Eke Kokou Odin.

« La fusion de l'éducation, l'enseignement technique et l'artisanat n'est pas anodine, mais traduit la volonté des autorités de mettre en place un processus qui doit conduire à des réformes importantes pour répondre efficacement à la problématique de l'adéquation emploi-formation », a déclaré le directeur de la communication présidentielle, Kouessan Yovodevi.

Toujours selon le responsable, « loger l'artisanat dans cet ensemble tout en créant un ministère délégué à l'enseignement technique et à l'artisanat traduit un changement de paradigme à la problématique de l'emploi impulsé par le Chef de l'Etat ».

Le Togo qui ambitionne à travers le PND, d'appuyer la création de 4200 entreprises artisanales d'ici 2022, entend ainsi via ce réajustement ministériel, valoriser davantage le savoir-faire des artisans locaux.

L'artisanat est un maillon important de l'économie. Est considérée comme activité artisanale, toute activité d'extraction, de production, de transformation de biens ou de prestations de services, exercée à titre principal ou accessoire par une personne physique ou morale, dont la maîtrise technique et le savoir-faire requièrent un apprentissage ou une formation assortie d'une pratique du métier, où le travail et l'habileté manuelle occupent une place prépondérante et où le mode de production, de transformation pouvant inclure des machines et outillages simples ne débouche pas sur une production automatisée.

Le mode de production de l'activité artisanale est manuel. Il peut être renforcé, modernisé ou complété par l'utilisation de machines et outillages mécaniques, électriques, électroniques ou électromécaniques de type simple ne pouvant en aucun cas déboucher sur une production automatisée et en série.

Beaucoup de pays en développement commencent à tenir compte des bénéfices potentiels, pour la conservation des ressources, d'un tourisme écologique limité et bien géré. De ce point de vue-là, ce que l'on appelle « tourisme culturel » serait particulièrement prometteur (Weir et Manan, 1989). Cette forme de tourisme fait de la culture des populations indigènes une attraction: célébrations rituelles colorées, danses et musiques exotiques, art et artisanat ethniques peu connus.

Cet intérêt croissant pour le tourisme aura d'importantes incidences sur le développement de l'artisanat. Bien que le volume des ventes de produits artisanaux aux touristes ne puisse être comparé au volume des exportations (Pye, 1988), l'artisanat complète les arts du spectacle qui sont l'une des principales attractions touristiques. L'artisanat devient une source de fierté pour les populations autochtones et contribue à maintenir ou à raviver des pratiques culturelles qui, sans lui, risqueraient de disparaître.

Komlan KPATIDE

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Littérature / Mécanismes d'inclusion financière

« Soigner les certitudes » présentée à Lomé

Après Cotonou, l'experte en finance inclusive, Reckya Madougou, a tenue, samedi 10 octobre 2020 à Lomé, une présentation-dédicace de « Soigner les certitudes », une production littéraire qui plaide pour la rentabilité d'une nouvelle méthode stimulée par « la spiritualité de l'effort ».

• Joël YANCLO

« A lire l'ouvrage, on découvre tous les sujets brûlants de l'heure : l'économie, l'immigration, la citoyenneté économique, l'éthique de l'effort, l'agriculture », a fait savoir le Pr. Komla Dodzi Kokoroko, Ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat du Togo, samedi 10 octobre 2020 à Lomé, à l'occasion de la Présentation-dédicace de « Soigner les certitudes », une production littéraire de l'experte en finance inclusive, Reckya Madougou qui selon le ministre Kokoroko, est « bien rentrée dans l'histoire de l'Afrique qui bouge, qui refuse l'immobilisme et qui croit au progrès économique, politique et social ». « Soigner les certitudes » est un outil de discussion avec les groupes cibles. A en croire l'auteure, « pour rallier un bon positionnement de la femme, il est important à la base de valoriser l'éducation. Mais pendant qu'on se bat pour l'éducation des filles, il faut aller au leadership

des femmes. Nous avons au total 10.000 institutions de microfinance dans le monde. Mais, seulement 0,4% s'adresse aux clients de la mesofinance. C'est un chiffre qui interpelle ». Pour Reckya Madougou, « aujourd'hui, on a beau tout dire mais, l'agriculture est notre première richesse parce que nous avons les plus vastes terres arables au monde qui sont les moins exploitées ». S'il apparaît de toute évidence que l'avenir du continent se joue à partir de cette richesse très peu inexploitée, il n'en demeure pas moins vrai que l'agriculture telle que pratiquée aujourd'hui, reste une source de curiosité à l'ère du tout numérique. La réforme profonde du secteur, sa transformation, sa mutation, sa migration de l'agriculture traditionnelle à celle intelligente qui impliquera le recours aux données devient à ce jour, un impératif, pour faire le saut de grenouille. L'auteure fait le diagnostic sans complaisance du secteur, examine les forces et faiblesses, identifie les



niches d'opportunités et recommande d'investir notamment dans les chaînons porteurs. « L'Afrique doit réussir sa révolution agricole aux fins de réduire la pauvreté, de créer des emplois décents, d'améliorer les revenus des producteurs et de renforcer la

sécurité alimentaire des peuples", résume l'auteure qui a renseigné que la fonction publique ne peut quasiment plus absorber les milliers de jeunes diplômés qui sortent des universités et des centres de formation chaque année. Car, cela impose, de revoir les curricula, d'intégrer surtout l'entrepreneuriat qui s'offre comme une voie royale du salut pour limiter le taux de chômage endémique. « Le jeune écolier dès le bas-âge doit être déjà formaté à devenir un potentiel entrepreneur demain. L'entrepreneuriat ne doit pas finalement être une obligation mais plutôt une vocation », a indiqué Reckya Madougou qui recommande que les politiques publiques se penchent sur la question avec un savant dosage de l'entrepreneuriat dans les

modules d'enseignements dispensés depuis le primaire jusqu'au supérieur. La cérémonie de Présentation-dédicace de « Soigner les certitudes », qui bénéficie d'une contribution de l'écrivain béninois, Stephens Akplogan, s'est déroulée devant une audience composée de ministres, députés, représentants d'organisations internationales, universitaires, acteurs du système éducatif et d'autres

personnalités de marque, venues d'ici et d'ailleurs, dans une ambiance digne des grands jours avec une modération assurée de maître par le Pr Akoda Ayéwouadan, Ministre de la Communication, également porte-parole du Gouvernement togolais. Ce fut une occasion d'échanges et réflexions sur la mésofinance, avec des contributions axées sur ce qui pourrait être l'implication de l'État.



Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source: FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: *Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. **Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. *** Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. **** Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

Entrepreneuriat au Togo

Les jeunes de plus en plus entrepreneurs

Les efforts consentis par les autorités togolaises en termes de réformes et l'assouplissement du climat des affaires permettent aux jeunes togolais de se lancer davantage dans l'entrepreneuriat dans le pays.



● Bernard AFAWOUBO

À Togo, les autorités conscientes du climat social caractérisé par un manque d'emplois où la démographie est davantage galopante et la disparition de l'Etat-providence ont rapidement enchaîné des réformes pour assouplir l'environnement des affaires et promouvoir l'entrepreneuriat, unique moyen sûr d'autonomiser les populations. Les efforts consentis par les dirigeants ont permis un changement considérable dans la vie des citoyens. Les réformes opérées au cours de ces dernières années ainsi que les différentes barrières levées par les autorités ont boosté l'esprit entrepreneurial sur le plan national. Ainsi de 2012 à 2019, près de 8900 entités ont été créées en moyenne annuelle. Majoritairement, elles se concentrent dans le secteur du commerce (73%), dans les services (26%) et l'activité industrielle (1%). Selon les données du Centre

de formalité des entreprises (CFE), il y a une forte concentration des entreprises (62,9%) dans le Grand Lomé. D'autres sont installées dans la région des Plateaux (10,3%), les autres zones de la région maritime (8,5%), la région centrale (6,9%). Kara abrite 6,1% des entreprises et la région des Savanes compte en son sein 5,1%. Généralement, 95% des entreprises togolaises sont de petite taille et jeunes, avec en moyenne 05 ans d'existence. 83% d'entre elles ont au maximum 10 ans d'existence. Entre autres mesures incitatives, le Togo a réduit de 90% les frais de création d'entreprise en moins de 10 ans. De 262 000 francs en 2012, ils ne s'élèvent plus qu'à environ 25 400 francs CFA dorénavant. De même, la publication des annonces légales sur le site web du Centre de formalité des entreprises (CFE) a été rendue gratuite ; elle s'élevait à 62 000 francs CFA quelques années plus tôt. De surcroît, on peut mentionner

la possibilité de créer des Sociétés à responsabilité limitée (Sarl) par acte sous seing privé ; l'effectivité de la création, modification ou dissolution en ligne d'une entreprise ; la réduction du délai de création d'entreprise ; la suppression des droits d'enregistrement et de timbres à la création ; la libéralisation du capital social et de la valeur nominale des parts sociales, l'interconnexion de la base de données des entreprises via le Registre du commerce et du crédit mobilier (RCCM) ; le paiement des frais de dossiers pour les formalités par TMoney, Flooz, Mastercard et Carte Visa, etc. A ce jour, plus de 92 000 entreprises ont été enregistrées au Togo, dont plus de 6 063 au premier semestre de 2020, en dépit du ralentissement de l'activité économique. Plus encore, le Togo est le 15ème pays au monde en matière de création d'entreprises (sur 190 pays notés) avec 69 places gagnées en un an, selon le classement Doing Business 2020.

COVID-19 au Togo

Le Conseil scientifique fait le point au Premier Ministre

Le Premier ministre, Cheffe du Gouvernement, Victoire Tomégah-Dogbé a échangé ce vendredi 09 octobre 2020, à la Primature à Lomé, avec le Conseil scientifique de lutte contre la COVID-19 au Togo conduit par son président Prof Didier Ekouévi. Les échanges ont porté sur la mission et les activités du Conseil scientifique dans la riposte contre le coronavirus.



● Vivien ATAKPABEM

Madame le Premier Ministre a félicité les membres du conseil pour le travail abattu depuis le déclenchement de la pandémie au Togo, avant de les exhorter à poursuivre avec professionnalisme leur mission pour une lutte efficace contre le virus. Pour le président du conseil scientifique, Prof Didier Ekouévi, il s'agissait de faire le point des activités du Conseil Scientifique au Premier ministre. Il a en outre indiqué avoir échangé avec la cheffe du gouvernement des prochains défis auxquels le Conseil est confronté, notamment la rentrée scolaire 2020-2021 et la question de l'ouverture des lieux de culte. Le ministre de la santé, de l'hygiène publique et de l'accès aux soins, Prof Moustafa Mijiyawa et le Coordonnateur national de la riposte contre la Covid-19, Professeur Colonel Djibril Mohaman Awalou ont

pris part à la rencontre aux côtés de Madame le Premier Ministre. Le conseil scientifique créé par le Président de la République, est chargé d'analyser la situation sur

la Covid-19 et de donner périodiquement des avis sur l'état de la maladie. Il a un rôle d'aide à la décision et est composé de neuf (09) membres.



Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
N° 017/2020/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : 30 septembre 2020

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection de prestataires en vue de la maintenance des équipements informatiques de la Commission de l'UEMOA. Le présent appel d'offres ouvert est constitué d'un seul lot.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'Offres ouvert, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour la maintenance des équipements informatiques.
3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
4. La durée d'exécution du contrat est d'une année. Il est renouvelable sur la base des bonnes performances du prestataire.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
- une attestation originale conforme justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
- une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
- Une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non validité conduit à l'élimination de l'offre du soumissionnaire.

5. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la Direction du Secrétariat de la Commission, de la Documentation et des Archives (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le vendredi 30 octobre 2020 à 09 h 30, heure locale, accompagnées de garantie bancaire de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

6. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 heures, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
7. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
8. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers

Personnes à contacter :

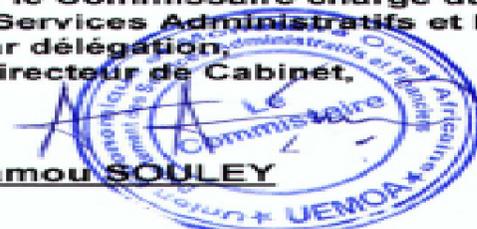
- M. Brice SIB- Tel.: +226 25 31 86 40 poste 86 40, Email : bsib@uemoa.int
- Monsieur Thierry Marc OUEDRAOGO - Tél: +226 25 31 88 73 poste 8835, Email : tmouedraogo@uemoa.int
- Monsieur Abdoul Karim MAIKANO MAHAMANE Tel: +226 25 31 88 73 poste 86 64 Email: akmmahamane@uemoa.int

9. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

10. Une visite des Sites obligatoire aura lieu le 16 octobre 2020 à 10 heures. Une attestation de visite de site sera délivrée après la visite. Les soumissionnaires devront la joindre à leur offre.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers
et par délégation,
Le Directeur de Cabinet,

Adamou SOULEY



Niger

Accord avec le FMI sur la 6ème FEC

Les services du FMI aboutissent à un accord sur la sixième revue de l'accord en faveur du Niger appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC).



● Vivien ATAKPABEM

Une équipe des services du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Christoph A. Klinggen, a conduit une mission virtuelle du 9 au 29 septembre 2020 dans le cadre de la sixième revue du programme appuyé par l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Le programme du Niger a été approuvé par le conseil d'administration du FMI le 23 janvier 2017 (voir le communiqué de presse n° 17/18). À l'issue de la mission, M. Klinggen a publié la déclaration ci-après :

« Les autorités nigériennes et la mission du FMI se sont accordés sur un cadre de politique économique, sous réserve de son approbation par la direction et le conseil d'administration du FMI. L'examen par le conseil d'administration devrait en principe avoir lieu fin octobre 2020.

« Le gouvernement du Niger reste résolu à mettre en œuvre les réformes contenues dans son Programme de développement économique et social 2017-2021, qui est appuyé par l'accord au titre de la FEC. Globalement, l'exécution du programme est contrastée. Parmi les réalisations à saluer figurent l'apurement du restant des arriérés de paiement intérieurs et la politique prudente en matière d'endettement extérieur. Cependant, les dépassements de dépenses en 2019 et les difficultés persistantes à accroître les recettes intérieures témoignent des défis qu'il reste à relever. « La riposte économique à la pandémie de CO-

VID-19, qui comprenait une aide alimentaire et un appui au crédit pour le secteur privé, permettra de maintenir une croissance supérieure à 1 % en 2020, et ce bien que les mesures décisives prises au départ pour endiguer la pandémie aient pénalisé l'activité économique. La croissance devrait rebondir à 6,9 % en 2021. Avec le début prévu des exportations de pétrole en 2022 et le maintien de la vigueur de l'investissement, à moyen terme, la croissance devrait être de 9 % en moyenne. L'inflation devrait reculer à 2 % en 2021, après le niveau de 2,8 % prévu cette année.

« La pandémie de la COVID-19 perturbe le renforcement prévu des finances publiques, le déficit passant de 3,6 % du PIB l'année dernière à 5,8 % du PIB, pour financer les dépenses liées à la pandémie, faire face aux pertes de revenus et satisfaire les dépenses essentielles dans les domaines de la sécurité et du développement. Le projet de loi de finances pour 2021, qui prévoit un déficit de 4,6 % du PIB, permettrait d'établir un équilibre raisonnable entre une reprise économique et un premier pas vers la normalisation des dépenses. Il sera crucial d'éviter que ces déficits accrus ne deviennent chroniques afin de préserver la solidité des finances publiques du Niger. La mission se félicite des hypothèses prudentes sur lesquelles se fondent les budgets 2020 et 2021. Elle appuie également les mesures prévues en vue de bâtir une base solide pour la mobilisation des recettes. Les recettes is-

sues des exportations de pétrole brut pourraient potentiellement être une source importante de ressources supplémentaires mais cela dépendra en grande partie de l'évolution des prix internationaux du pétrole et d'une bonne gestion de la volatilité des recettes qui en découle. La poursuite des réformes pour accroître la qualité des dépenses pourrait permettre d'améliorer l'efficacité des ressources limitées.

« Quant au programme plus large de réformes structurelles, la mission du FMI salue la volonté des autorités de mettre l'accent sur le développement du secteur privé. Les investissements étrangers de grande ampleur ont eu des résultats visibles. Toutefois, ces investissements doivent concrètement profiter aux entreprises privées locales et formelles. Pour réaliser cet objectif, il conviendra d'élargir l'accès au crédit à des conditions abordables, à la formation et à l'éducation, surtout pour les filles, ainsi que d'investir dans l'infrastructure et l'alphabétisation numériques. Des partenariats extérieurs permettraient aux entreprises du Niger d'accroître leur efficacité et de faciliter leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales. La mission salue les efforts continus du Niger pour la mise à niveau de son cadre de gouvernance, notamment ceux visant à renforcer le système de déclaration du patrimoine. Une couverture élargie et plus systématique ainsi qu'une mise en œuvre efficace sont essentielles pour obtenir des résultats tangibles.

Crise du COVID-19

Recentrer les priorités

La Banque africaine de développement a organisé un séminaire en ligne le 7 octobre 2020 dans le cadre du quatrième Forum mondial annuel sur les infrastructures, réunissant des représentants de gouvernements, du secteur privé et des institutions multilatérales de développement pour discuter du renforcement du développement des infrastructures à l'ère de la pandémie COVID-19.



● Nicole ESSO

L'atelier de la Banque, intitulé Préparation de projets d'infrastructure: assurer la durabilité et la résilience après le COVID-19, a pris la forme d'une table ronde sur les rôles critiques que le gouvernement, les prêteurs multilatéraux et le secteur privé peuvent jouer dans la construction d'infrastructures indispensables dans un climat économique rendu plus difficile par la pandémie en cours. La pandémie du COVID-19 a accentué le besoin déjà urgent de l'Afrique en matière de dépenses d'infrastructure supplémentaires. La Banque africaine de développement estime les besoins de financement des infrastructures de l'Afrique à 170 milliards de dollars par an d'ici à 2025, avec un déficit de financement estimé à 108 milliards de dollars par an. Le panel du webinaire était composé de Lamine Lo, directeur, Financement et PPP au Ministère de la planification économique et de la coopération, Sénégal; Solomon Quaynor, vice-président de la Banque, secteur privé, infrastructure et industrialisation; Jerome Haegeli, économiste en chef du groupe et directeur général, Swiss Re, et Dr Srinivas Sampath, chef du groupe thématique PPP, Banque asiatique de développement. Quaynor a noté que les pays africains manquent généralement de l'espace budgétaire des pays les plus riches pour amortir les effets de la pandémie. Il a également noté que la pandémie posait également un défi à des institutions comme la Banque africaine de développement. «Nous allons devoir innover, trouver de meilleures approches de préparation de projet, nous allons devoir concevoir des instruments d'atténuation des

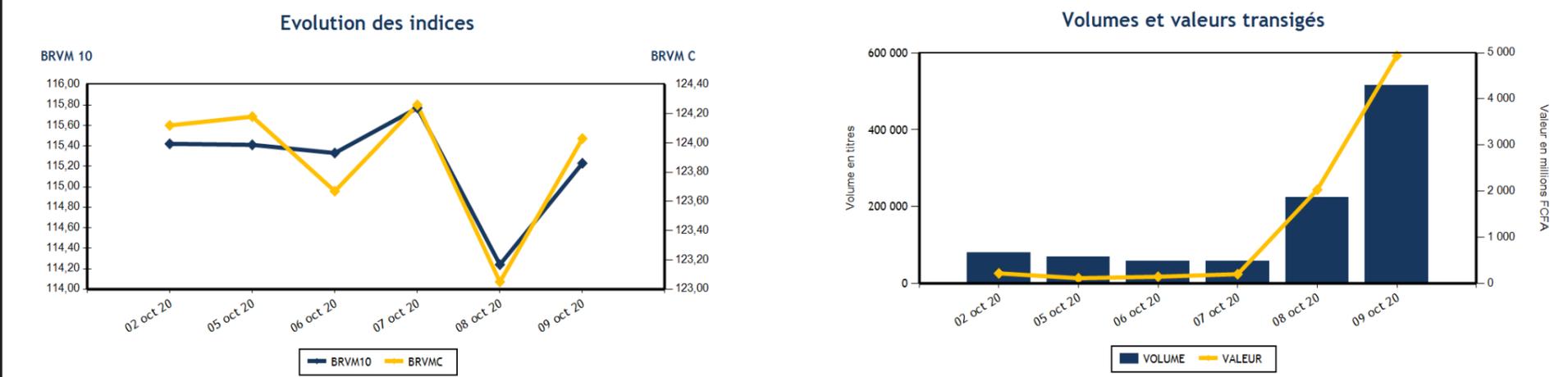
risques car beaucoup de secteur privé ne serait pas disposé à prendre le risque des obligations gouvernementales sans contre-garantie." La séance de questions et réponses de suivi a conduit à une discussion de grande envergure qui a offert aux panélistes l'occasion de présenter certaines des innovations en cours de déploiement et de partager leurs projections. Les sujets abordés comprenaient le changement climatique, le recyclage des infrastructures et la mobilisation des fonds de pension et des fonds souverains pour développer les infrastructures. En réponse à une question sur le rôle du gouvernement dans la création d'un environnement favorable, Lamine Lo a exposé les priorités du Sénégal après le COVID-19, énumérant le secteur de la santé, l'agriculture, l'éducation et le secteur pharmaceutique. «Pourquoi ces secteurs? Il est motivé par les leçons tirées du COVID-19, mais il est également motivé par la nécessité de construire une économie durable. » Soulignant la nature à plus long terme des impacts du changement climatique, Haegeli a observé que «le COVID-19 est une tragédie humaine, c'est la récession la plus profonde de notre vie, mais il a une date d'expiration, le changement climatique et la biodiversité non, c'est pourquoi je pense il y a encore plus d'avantages à agir.

Exploiter de nouvelles sources de financement

Les panélistes ont convenu que les IDM, y compris la Banque africaine de développement et la Banque asiatique de développement, ont un rôle essentiel à jouer dans la préparation des projets d'investissement, en exploi-

tant de nouvelles sources de financement et en soutenant le recyclage des actifs. «Il y a suffisamment de soutien à la préparation de projets disponible dans la communauté multilatérale. Il y a la facilité de préparation de projet de la BAD, la facilité de la BERD, la Banque mondiale, le GIF et les clients devraient les utiliser », a déclaré Sampath de la BAD. Dans leurs remarques de clôture, les panélistes ont allié réalisme et optimisme tout en réaffirmant la nécessité de changement et de collaboration. «Nous devons ravitailler le réservoir de l'économie mondiale. Pendant que nous faisons le plein, changeons le moteur, installons de nouvelles batteries. Et c'est pourquoi nous avons besoin d'infrastructures durables. Cela est au cœur de la reprise mondiale », a déclaré Haegeli. Il existe de nombreux éléments constitutifs que nous pouvons mettre en place, à la fois en termes de gestion de la crise, d'infrastructures à moyen et long terme, de préparation de qualité des projets d'infrastructure et de garantie qu'ils sont structurés et attractifs pour le secteur privé. et investir parce que ce n'est pas quelque chose que les BMD et le gouvernement seuls peuvent faire », a déclaré Sampath. «Ne gâchez jamais une crise, a conseillé le VP Quaynor. «L'un des effets positifs potentiels de cette crise est qu'elle nous pousse tous à vraiment concentrer nos priorités. Et nous nous assurons également que nous construisons une infrastructure de qualité qui maximise les impacts positifs sur l'économie et que nous la construisons également pour résister aux catastrophes naturelles, aux pandémies et aux épidémies à l'avenir. Le Global Infrastructure Forum 2020, sur le thème Construire un futur résilient après COVID-19, se déroule du 6 au 8 octobre sur plusieurs fuseaux horaires.

BRVM 10	115,23	<h2 style="margin: 0;">BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</h2> <p style="margin: 0;">N° 195 vendredi 9 octobre 2020 Site : www.brvm.org</p>	BRVM Composite	124,03
Variation Jour ↑	0,87 %		Variation Jour ↑	0,80 %
Variation annuelle ↓	-22,72 %		Variation annuelle ↓	-22,11 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 726 593 715 596	0,79 %
Volume échangé (Actions & Droits)	14 550	-39,73 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	33 041 160	-51,58 %
Nombre de titres transigés	35	9,38 %
Nombre de titres en hausse	10	150,00 %
Nombre de titres en baisse	10	-9,09 %
Nombre de titres inchangés	15	-11,76 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	6 765	7,38 %	-12,14 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 900	6,41 %	-7,14 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	795	6,00 %	-36,40 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 100	4,76 %	-36,23 %
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	2 500	3,95 %	-11,35 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 559 690 786 660	0,21 %
Volume échangé	500 262	149,63 %
Valeur transigée (FCFA)	4 902 623 593	149,64 %
Nombre de titres transigés	6	-14,29 %
Nombre de titres en hausse	4	300,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-75,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	42 600	-7,39 %	-5,33 %
NESTLE CI (NTLC)	250	-3,85 %	-36,71 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	1 400	-3,11 %	-9,39 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 010	-2,42 %	-12,17 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	3 405	-1,30 %	0,59 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	32,02	-2,38 %	-14,98 %	2 884	2 458 810	52,25
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	350,15	-0,29 %	-29,32 %	3 856	12 950 000	7,35
BRVM - FINANCES	15	51,51	2,24 %	-15,54 %	4 991	14 447 350	5,75
BRVM - TRANSPORT	2	309,48	0,00 %	-15,62 %	122	145 730	7,31
BRVM - AGRICULTURE	5	66,54	-0,25 %	-22,52 %	1 430	1 506 905	6,53
BRVM - DISTRIBUTION	7	191,00	0,57 %	-24,58 %	1 267	1 532 365	11,69
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	320,81	0,00 %	6,12 %	0	0	4,04
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,27	
Taux de rendement moyen du marché	10,60	
Taux de rentabilité moyen du marché	14,16	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	76	
Volume moyen annuel par séance	236 625,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	604 351 949,30	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	15,63	
Ratio moyen de satisfaction	92,95	
Ratio moyen de tendance	594,86	
Ratio moyen de couverture	16,81	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	-0,07	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

--	--	--	--	--	--	--	--

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

États-Unis

Trump fait volte-face sur le plan de relance de l'économie

Après avoir mis fin aux négociations il y a deux jours, Donald Trump a revu à la hausse sa proposition, espérant trouver un accord avec les démocrates.



Après plus de deux mois de négociations marquées par des volte-face de Donald Trump, la Maison-Blanche a grossi vendredi à près de 2000 milliards de dollars (environ 1820 milliards de francs) son enveloppe pour un nouveau plan de relance de l'économie, espérant ainsi un accord avec les démocrates à trois semaines de l'élection présidentielle. «Honnêtement, je voudrais voir un plan de relance plus vaste que ce que les démocrates ou les républicains proposent», a indiqué le président américain au cours d'un échange téléphonique avec Rush Limbaugh, figure de la sphère conservatrice, diffusé vendredi midi. Donald Trump a assuré vouloir «que l'argent aille aux gens. Ce n'était pas de leur faute», a-t-il dit en référence à la pandémie, qui provoqué une paralysie de l'économie et anesthésié le marché du travail. Le locataire de la Maison-Blanche avait pourtant brutalement annoncé mardi le report à après l'élection du 3 novembre des négociations sur ces aides très attendues par les ménages et les entreprises confrontés à des difficultés financières provoquées par la pandémie. Cette annonce avait suscité des critiques indignées jusque dans son camp, et il avait ensuite fait marche arrière et proposé des mesures ciblées. Donald Trump a donc encore changé de position vendredi, et la Maison-Blanche est «prête à augmenter le niveau» des dépenses, mais ne veut pas aller au-delà du seuil symbolique de 2000 milliards de dollars, selon la directrice de la communication, Alyssa Farah. C'est nettement supérieur aux 1500 milliards (1365 milliards de francs) de départ, mais encore inférieur aux 2200 milliards (2000 milliards de francs) minimum jugés nécessaires par les démocrates. Fin mars, un premier plan de relance de 2200 milliards de dollars avait été adopté, et rallongé de 500 milliards (450 milliards de francs) en avril. Le geste de la Maison-Blanche était salué à Wall Street,

où les indices boursiers ont poursuivi leur marche en avant.

Chiens de faïence

En grossissant son enveloppe, l'administration Trump espère pouvoir convaincre les démocrates. Mais les deux camps se regardent en chiens de faïence, et à l'approche d'une élection particulièrement clivante, chacun craint que l'autre ne s'attribue le mérite d'un accord. Les discussions sont menées, côté démocrate, par la présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi, et, côté administration Trump, par le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin. Ils se sont parlé pendant plus d'une demi-heure vendredi en début d'après-midi, et Steve Mnuchin a «apporté une proposition destinée à répondre à certaines des préoccupations des démocrates», a salué le porte-parole de Nancy Pelosi, Drew Hammill, dans un tweet. «Les négociations sur le montant total se poursuivent», a-t-il ajouté. «J'espère que nous trouverons vite un accord», avait dit Nancy Pelosi plus tôt lors d'une conférence de presse, soulignant qu'il s'agissait «à moitié d'argent, et à moitié de politique». Ces aides potentielles sont devenues un

enjeu majeur pour le camp républicain, alors que l'écart se creuse dans les sondages entre Joe Biden, le candidat démocrate, et Donald Trump. Ce dernier, qui brigue un second mandat, est donné nettement perdant par la plupart des études d'opinions. Le tableau économique n'arrange pas ses affaires: près de 11 millions de personnes sont au chômage, un total de 25 millions d'individus ont vu leurs revenus chuter à cause de la pandémie et survivent grâce aux aides publiques.

«Différences»

Républicains et démocrates s'accordent sur certains sujets, comme de nouveaux chèques pour les ménages, des prêts pour les petites entreprises les plus touchées ou encore des aides aux compagnies aériennes, dont l'activité représente un pourcentage infime de ce qu'elle était avant la pandémie. Elles ont commencé à licencier massivement. Mais les républicains s'opposent à un plan qui soutiendrait massivement les collectivités locales, et plus particulièrement les États très affectés par la pandémie, dont un grand nombre est gouverné par des démocrates. Un accord «est peu probable dans les trois prochaines semaines» avant l'élection, a d'ailleurs averti vendredi le chef de la majorité républicaine au Sénat américain, Mitch McConnell. Les discussions entre l'administration Trump et les démocrates durent depuis plus de deux mois et demi et sont restées pendant de nombreuses semaines dans l'impasse.

(AFP/NXP)

Venezuela

Près de 850% d'inflation depuis janvier

Plongé dans la pire crise de son histoire moderne, le Venezuela, secoué par une crise globale, fait face à la plus importante inflation au monde.

Le Venezuela a vu son inflation atteindre 844,1% entre janvier et septembre, selon les données publiées mardi par la Banque centrale vénézuélienne (BCV). Le pays reste secoué par une crise politique et économique sans précédent. Pour le seul mois de septembre, les prix ont progressé de 27,9%, en légère accélération par rapport au mois précédent (+24,7%), a reconnu la BCV, proche du président vénézuélien Nicolás Maduro et qui ne publie pas régulièrement l'indice

officiel des prix. L'inflation cumulée depuis le début de l'année est inférieure à celle estimée par le Parlement, contrôlé par l'opposition, qui avait évalué l'inflation entre janvier et août à 1079,67%. Au total, l'inflation sur un an a été de 3078% en août, selon le Parlement, qui publie depuis 2017 ses propres statistiques pour compenser l'absence de chiffres publiés par le gouvernement. Plongé dans la pire crise de son histoire moderne, le Venezuela doit faire face à la plus importante inflation au monde.

Meubles

Le coronavirus fait mal à Ikea

Le groupe suédois a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires annuel en raison des fermetures temporaires de magasins provoquées par le coronavirus.



Les ventes annuelles d'Ikea ont reculé sous l'effet des fermetures temporaires de magasins provoquées par le coronavirus, mais le recul est resté limité (-4%), a annoncé mardi la structure de tête du géant suédois de l'ameublement. Pour son exercice décalé (septembre 2019 – août 2020), le groupe aux 217'000 employés dans le monde, a réalisé un chiffre d'affaires de 39,6 milliards d'euros (42,7 milliards de francs), contre 41,3 milliards (44,5 milliards de francs) l'année précédente, a indiqué Inter Ikea Group, basée aux Pays-Bas et contrôlée par une holding. «Nous pensons qu'il y a de quoi être fier, mais qu'il reste beaucoup à faire. Comme disait notre fondateur Ingvar Kamprad:

la plupart des choses restent à faire», a commenté le patron du géant suédois, Jon Abrahamsson Ring, cité dans le communiqué. Arrivé à son poste en février, ce quadragénaire entré dans l'entreprise comme stagiaire avait été pendant quatre ans l'assistant du fondateur d'Ikea. Le nombre d'employés d'Ikea a atteint 217'000 personnes, soit 6000 de plus que l'année précédente, précise le groupe. Effet du coronavirus, les ventes en ligne, récemment lancées en Chine, ont bondi de 45% sur un an. Le groupe indique avoir passé le cap des 500 magasins et points de vente. Les résultats financiers annuels d'Inter Ikea doivent eux suivre plus tard, «en novembre ou en décembre», selon une porte-parole contactée par l'AFP.

Pas coté en bourse Inter Ikea, qui comptabilise environ les deux tiers des ventes totales du groupe dans ses résultats – soit autour de 25 milliards d'euros – avait réalisé l'an passé un bénéfice net de 1,45 milliard. Elle chapeaute douze réseaux de franchisés, dont le principal s'appelle Ingka Group et concentre près de 90% du chiffre d'affaires. Ingka a lui aussi annoncé en parallèle mardi un recul de 4% de ses ventes, à 35,2 milliards d'euros. Ikea, fondé en 1943 dans le sud de la Suède, n'est pas coté en Bourse et n'a donc pas d'obligation de communiquer sur sa santé financière. Il a toutefois commencé à publier des résultats en 2010.

(ATS/NXP)



Il devrait subir cette année sa septième année consécutive de récession.

9500% en 2019

Dans le même temps, la valeur de sa monnaie, le bolivar, a plongé face au dollar. À la fin avril, le gouvernement a annoncé une hausse de 77,7% du revenu

minimal, qui comprend le salaire minimal et des bons alimentaires obligatoires. Il s'agit de la deuxième hausse depuis le début de l'année mais malgré cela, le salaire minimal n'équivaut actuellement qu'à 1,8 dollar (1,65 franc) par mois, ce qui est insuffisant pour se procurer un kilogramme de viande (3,4 dollars, soit 3,1 francs). Le Venezuela a terminé l'année 2019 avec une inflation de 9585,5%, selon la Banque centrale. Le nombre est supérieur à celui annoncé par le Parlement, qui avait estimé de son côté l'inflation à 7374,4% sur la même période.

(ATS/NXP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	https://naturallia.com/
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	https://www.emarketingparis.com/ https://www.emarketingparis.com/
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	https://www.economiecirculaire.org/
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	https://jib-innovation.com/
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	communication@assises-africaines-ie.org

HOROSCOPE finance

Bélier Vous aurez probablement des achats à faire pour les enfants ou pour la maison. S'ils s'avèrent manifestement indispensables, allez-y sans crainte. Pensez cependant à garder un peu d'argent de côté pour pouvoir faire face à des dépenses imprévisibles. Si vous calculez trop juste, vous courrez le risque de vous retrouver dans une impasse, car la vie de tout un chacun comporte bien des aléas. Prévoir, c'est pouvoir !

Taureau La journée verra une augmentation sensible de vos ressources, peut-être par voie d'un héritage confortable, d'une succession, d'un legs ou d'une donation. En tout cas, vous jouirez d'une bonne aisance financière.

Gémeaux Vous pourrez vous féliciter de votre stratégie financière mise au point dernièrement : elle aura porté ses fruits. Vous parviendrez non seulement à équilibrer votre budget mais encore à faire fructifier largement vos ressources.

Cancer Le climat lunaire vous donnera une sorte de sixième sens. Vous flairerez des affaires très intéressantes, et vous ne perdrez pas une minute pour les saisir au vol. Attention cependant aux jaloux !

Lion Vous éviterez de bâtir continuellement des châteaux en Espagne et, plus encore, de vous lancer dans des opérations spéculatives risquées. Cette fois, vous prendrez pour règle d'or qu'il ne faut jouer ou spéculer que dans la mesure de ses moyens, mais jamais selon ses besoins ou ses ambitions.

Vierge Les préoccupations financières seront au premier plan. Vous aurez des vues réalistes sur votre situation, et l'heure sera venue de concrétiser vos projets. Cependant, évitez ce jour de traiter des affaires immobilières : elles n'auront guère de chance d'aboutir au mieux de vos intérêts.

Balance Vous allez entrer dans une période favorable sur le plan financier. Pluton va vous faire bénéficier de son soutien, protégeant vos investissements et vous aidant à améliorer vos revenus.

Scorpion Saturne sera mal aspecté, mais il n'y aura aucune raison pour que cette planète se retourne contre vous. Il vous suffira d'être prévoyant en matière pécuniaire, comme l'exige Saturne, et de ne pas céder aux envies d'achats impulsifs, pour garder l'équilibre. Evidemment, cela demandera un effort.

Sagittaire Sous l'influence d'Uranus, certains de vos projets financiers pourront être remis en question. Pour la plupart d'entre vous, il s'agira simplement de modifications mineures à apporter à un projet concernant un achat, un placement ou un investissement. Mais quelques natifs du signe pourront être dans l'obligation de tout revoir au dernier moment, alors qu'ils pensaient avoir enfin bouclé une opération financière importante. A vous de mesurer les risques.

Capricorne Evitez les dépenses inutiles. N'ouvrez pas facilement votre bourse et n'achetez que ce qui est indispensable. Résistez à l'envie de toujours faire de nouvelles acquisitions matérielles. "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire" (B. Franklin).

Verseau La bonne planète Saturne vous conseillera de ne pas prêter de l'argent. Si vous ne pouvez l'éviter, prenez au moins toutes les garanties nécessaires pour pouvoir récupérer votre dû dans les délais convenus. Il ne s'agira pas de vous méfier de la bonne foi de votre obligé, mais simplement de prévenir les défaillances qu'il pourrait éventuellement connaître malgré lui.

Poissons Les astres ne vous faisant pas de cadeau sur le plan financier aujourd'hui, vous devrez concentrer vos efforts en vue d'améliorer votre situation. Vous avez les qualités requises pour y arriver. Cependant, attention à ne pas compromettre vos chances en recourant à n'importe quel procédé. Soyez raisonnable ; et surtout ne vous jouez pas des lois, car cela ne vous amènerait que des ennuis.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adress AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANGLU
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Léon Junho SODEDJI

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée puis se laver les
mains

SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du
coude en cas de toux ou
d'éternuement.



LIMITER

les contacts proches. Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
e les toussent, éternuent ou ont de la
fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIÈVRE, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoè route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

Football**La Premier League se prépare à une grande révolution !**

Sous l'initiative de Liverpool et Manchester United, le Project Big Picture se dessine. Celui-ci prévoit des changements impressionnants comme la suppression de la Carabao Cup, l'instauration d'un championnat à 18 équipes mais aussi la création d'un conseil regroupant les neuf clubs les plus anciens de Premier League.



Championnat le plus puissant de la planète, la Premier League dispose de moyens financiers colossaux grâce (majoritairement) à ses droits TV. Doté d'une compétitivité de plus en plus accrue, le championnat anglais tend à se renouveler pour les prochaines années. C'est dans ce cadre-là que Manchester United et Liverpool sont à l'initiative du "Project Big Picture", une réforme de grande ampleur qui pourrait bouleverser le format actuel de la Premier League. Comme le révèle The Telegraph, les deux géants anglais sont les moteurs de cette révolution de la Premier League. Le projet avait été initié en 2017, mais a nettement accéléré suite à la crise provoquée par le Coronavirus. L'objectif est de remodeler les finances des formations anglaises et de donner plus de pouvoir aux clubs. Pour ce faire, le passage à un championnat à 18 équipes est envisagé. Ce qui permettrait au passage de réduire le nombre d'équipes professionnelles en Angleterre à 90.

Une Premier League à 18 équipes

Pour renforcer la Premier League et ainsi limiter les bouleversements au sein de

l'élite, il n'y aurait plus que deux clubs relégués, le 17e et le 18e. Cependant, le 16e disputerait des barrages avec les 3e, 4e et 5e de Championship. Outre ce changement de format de la Ligue, la Carabao Cup et le Community Shield pourraient être supprimés. Des décisions qui permettraient de réduire de façon nette le calendrier. Une mesure viserait aussi à mettre fin au parachute doré dont bénéficient les équipes reléguées en Championship. En contre partie, la Premier League pourrait reverser 25% de ses revenus qui seraient ensuite répartis entre les clubs de l'English Football League (Championship, League One et League Two). Une autre proposition risque de faire grincer des dents puisqu'elle prévoit de donner plus de pouvoirs aux neuf clubs avec le plus d'ancienneté dans l'élite. Actuellement, il s'agit d'Arsenal, d'Everton, de Liverpool, de Manchester United, de Tottenham, de Chelsea, de Manchester City, de Southampton et de West Ham. Ainsi, si 6 de ses 9 membres sont favorables pour mettre en place une décision, celle-ci serait adoptée.

De gros pouvoirs**pour "le Big 9"**

De plus, ces écuries pourront mettre leur veto sur certains rachats de clubs. Ce qui met en doute la saine concurrence, avec la possibilité de pénaliser l'évolution d'un rival. Pour le moment, ces décisions sont plutôt bien accueillies par les gros clubs ainsi que les équipes des divisions inférieures. Ces dernières ont beaucoup souffert du coronavirus et pourraient profiter d'importantes rentrées d'argent. Cependant, les clubs de Premier League absents de ce groupe de 9 risquent fort de monter au créneau. Avec deux places en moins en Premier League et une influence moins importante que leurs concurrents, des équipes comme Leicester, Wolverhampton, Leeds United ou encore Crystal Palace pourraient se sentir lésés. D'autres propositions comme la participation obligatoire à un tournoi amical organisé par la Premier League sont aussi dans les tuyaux. Les gros clubs sont pour le moment ouverts au débat et espèrent pouvoir mettre en place ce projet le plus rapidement possible. Le championnat anglais s'appête à initier une grande révolution.

Avec footmercato.net

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Vie associative**« AGOE SHEM » pour le développement d'Agoè-Nyivé**

Les jeunes d'Agoè-Nyivé ont désormais de quoi mettre à contribution leurs talents pour le développement de leur commune. Il s'agit de : « Agoè shem », un projet lancé en faveur de ces jeunes qui dans son déroulement va prédisposer ces derniers à faire face aux défis environnementaux.

Le programme « Agoè shem », officialisé ce vendredi 09 octobre 2020 à Lomé se veut pour une période de trois mois, la formation de 400 jeunes à raison de 10 par village sur des modules tels que la rédaction de projets, de présentation, de recherche de financement, de mobilisation communautaire, de pitch, d'art oratoire et de mobilisation communautaire. Ceux-ci à leur tour, s'investiront dans l'élaboration de projets personnels d'ordre économique à portée sociale dont 5 meilleurs seront retenus et ensuite le meilleur des cinq par un jury. « J'invite les jeunes d'Agoè-Nyivé à participer activement à ce projet, à montrer leurs talents, leurs génies, pour que les sponsors puissent avoir encore l'envie de sponsoriser la même activité dans d'autres communes et pourquoi pas sur toute l'étendue du territoire », a indiqué Mme Ibrahima Memounatou, promotrice du projet. Il faut par ailleurs préciser que les 5 meilleurs projets seront financés à hauteur de 2 500 000 francs CFA pour leur mise en œuvre tandis que le projet qui aura

Togo**L'administration publique invitée à consommer local**

Le Premier ministre, Victoire Sidémého Tomegah Dogbe entend promouvoir le « Made in Togo » en invitant l'administration publique à manger local prioritairement pendant les activités et autres manifestations officielles.

Les membres du gouvernement, les directeurs généraux des services d'État sont appelés à s'approvisionner prioritairement « dans le cadre du service, en produits et services d'origine locale et à privilégier la consommation des mets locaux » lors des activités et cérémonies officielles : pause-café, de pause-déjeuners, de dîners de galas, de dîners-débats, de conférences, de groupes de travail, etc. C'est dans une note circulaire rendu publique le 7 octobre. Ainsi, le Premier ministre entend « mettre en



le prix de l'excellence, sera entièrement financé par la société CACESPIC- IF, partenaire officiel du projet. « Notre société a compris que dans le cadre du développement, il faut soutenir le Gouvernement par rapport à toutes les initiatives. Pour cela, nous avons décidé de soutenir le projet pour aider les jeunes, les financer afin qu'ils puissent réaliser leurs projets pour aider notre pays à avoir plus de développement », a déclaré Hugues Yawovi Dodji Digo, Coursier CACESPIC-IF Sarl, (Afrique de l'ouest). Pour information, la société CACESPIC- IF est spécialisée dans le domaine du trading, de la gestion de portefeuille ou gérance de compte, des placements de capitaux,

la fourniture de compte de trading, la mise à disposition de l'Algo trading et des robots de traders, l'achat et la vente et toutes transactions relatives aux crypto monnaies. Elle est en outre très engagée dans les activités sociales et finance les projets de développement. Pour le cas du projet « Agoè shem », le budget alloué est évalué à 50 000 000 de francs CFA. Il comprend plusieurs phases notamment une tournée de sensibilisation pour expliquer les enjeux du projet aux populations, les formations des équipes, le concours de présentation de projets et la remise des prix et l'accompagnement du projet d'excellence.

Avec icilome.com



valeur le savoir-faire togolais et d'encourager la production, la transformation, la commercialisation et la consommation des produits « Made in Togo ». Au Togo, le mois d'octobre, rappelons-le,

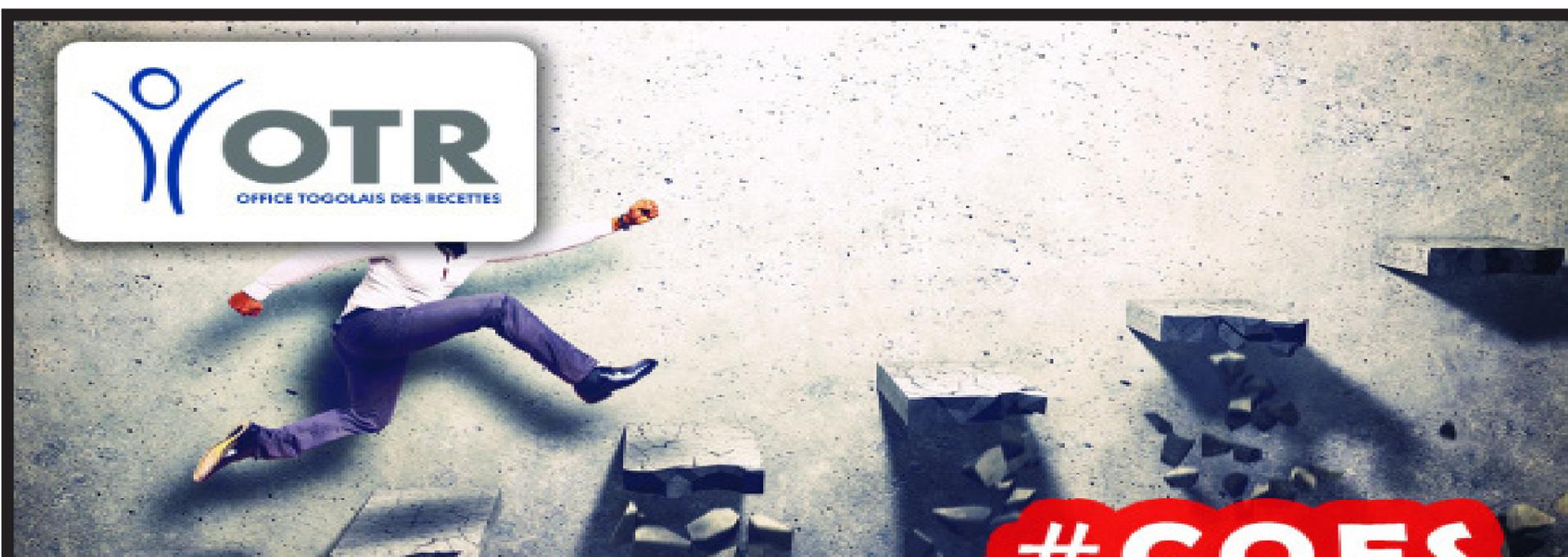
est placé sous le signe de la consommation locale organisée pour la première fois par le ministère en charge du Commerce. L'objectif, c'est faire la promotion des produits locaux.

Avec icilome.com

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



#CQFS

Bénéficiez d'une **réduction de 40% sur la TPU** pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation à une structure d'accompagnement vers la formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.



Office Togolais des Recettes - OTR



#CQFS

L'OTR est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

(+228) 90 99 41 01



Office Togolais des Recettes - OTR